

Claude MARTIN

**LES DEFIS DU DEVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DANS L'UNION
EUROPEENNE**

*Discours d'ouverture de la XVIème Conférence scientifique internationale
du Réseau des Pays du Groupe de Vysegrad.*

Monsieur l'Ambassadeur de France en République Slovaque,
Monsieur le Recteur de l'Université Economique de Bratislava,
Monsieur le Président de l'Université Pierre Mendès France
Madame la Conseillère de la République Tchèque en Slovaquie,
Monsieur le Conseiller de la République de Pologne,
Monsieur le Chargé d'Affaires auprès de l'Ambassade de Hongrie en
Slovaquie,
Monsieur le Doyen de la Faculté de Commerce de Bratislava,
Mesdames et Messieurs les Professeurs,
Chers Collègues,

Nous voici réunis, pour quelques jours à Bratislava capitale de la république Slovaque, pour réfléchir à l'un des défis majeurs auquel l'UE est désormais confrontée, celui du développement durable et de ses conséquences sur les entreprises, les territoires et les sociétés.

Une première rencontre avait eu lieu ici en 1998, sur le thème de *l'expérience de la République Slovaque et des autres Pays d'Europe Centrale dans la transition vers l'économie de marché*. Il s'agissait de faire l'analyse d'un processus historique qui avait conduit les acteurs économiques slovaques et étrangers à modifier leur comportement, leur stratégie, depuis la chute du mur de Berlin. Il était question d'étudier l'apport des entreprises

slovaques, françaises et étrangères à la restructuration d'entreprises et d'économie des pays d'Europe Centrale, en termes d'adaptation des hommes et des structures, de transfert des modes de gestion, de stratégies d'information et de communications, de position concurrentielle, d'investissements directs, de culture d'entreprise... Il s'agissait enfin de proposer une interprétation plus théorique et comparative des processus de transition. Onze ans plus tard, nous sommes à nouveau réunis à Bratislava. Notre objectif initial a évolué au cours du temps.

La 15^{ième} conférence organisée, en 2009, par la Faculté de Commerce de l'Université Economique de Bratislava, à l'occasion de son 40^{ième} anniversaire a choisi pour thème:

Les défis du développement durable: politiques industrielles et commerciales dans l'Union Européenne.

Les élargissements successifs de l'Union européenne ont créé une situation nouvelle dont la portée ne se limite pas à l'ouverture des frontières ou à l'investissement direct étranger mais se traduit par un rapprochement économique, éthique et écologique des sociétés, rapprochement porté par la culture, l'éducation, la science et la technologie. L'Union européenne considérée comme un espace qui élabore une réponse à un nouvel ordre économique mondial n'est pas à l'abri des secousses d'une mondialisation de plus en plus désordonnée qui a fait basculer une bonne partie de la planète dans l'économie de marché et dans un libéralisme incontrôlé et incontrôlable. L'impact mondial de la crise bancaire et financière qui a commencé en 2007 aux Etats-Unis illustre bien l'étendue et la rapidité de propagation de cette onde de choc. Pour la grande Europe d'aujourd'hui, les enjeux et les risques du développement ne sont pas seulement liés aux potentiels d'échanges. Ils concernent aussi les questions de valeurs, de démocratie, de risques majeurs et de sécurité, celles de l'aptitude des Etats, des sociétés, des territoires et des organisations à prendre la mesure de

leurs responsabilités, à repenser leur mode de gouvernance et de dialogue social et politique.

L'UE 27 a défini des objectifs de coopération économique et commerciale, elle a développé la valeur client et la valeur de l'offre. Parallèlement, elle a défini des objectifs de développement durable, de cohésion sociale et de diminution de la pauvreté, objectifs qu'il sera difficile de maintenir à terme si le modèle social ne s'appuie pas sur des valeurs communes de justice et de participation active des citoyens. C'est pourquoi nous avons décidé que la 15^{ième} conférence du Réseau PGV serait consacrée aux défis du développement durable ainsi qu'aux moyens mis en œuvre à travers les politiques industrielles et commerciales des pays de l'Union.

Les analyses, réflexions et débats qui vont s'engager à partir d'aujourd'hui, sur *les défis du développement durable*, seront articulés autour de trois objectifs ou questions qui constituent les points de repère de cette conférence.

Notre premier objectif est d'analyser les mutations de l'Union européenne, à travers un ensemble de constats, d'enjeux et de risques économiques et commerciaux

La géographie de l'Union à 27 est une source de dialogues et d'échanges mais aussi de principes qui tendent à mieux réguler un système international au niveau de ses frontières, de ses échanges économiques et de sa sécurité, de ses valeurs démocratiques, face à un monde en crise où les risques monétaires et financiers sont devenus des risques majeurs au même titre que les risques naturels.

L'Europe a ses faiblesses. Malgré des avancées en termes de redistribution des moyens vers les régions les plus pauvres, l'absence ou l'insuffisance de coordination au niveau international, se traduisant par une incapacité à définir et mettre en œuvre des normes de régulation du capitalisme, la tentation du protectionnisme, le déficit de démocratie et de

reconnaissance font que l'UE n'est toujours pas en mesure de construire une position cohérente en politique internationale et face aux conflits régionaux. Conçue et adoptée en 2000 par le Conseil Européen, la Stratégie de Lisbonne se proposait de faire de l'Union Européenne «l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde à l'horizon 2010». Les constats sont mitigés. La nouvelle géographie du commerce montre que l'intégration renforce les disproportions des niveaux de développement économique. Sur le marché du travail, l'emploi et la rémunération sont sensibles à l'évolution des marchés mondiaux. Dans ce contexte, on peut constater une détérioration de la situation relative des travailleurs les moins qualifiés.

La crise financière mondiale et la récession qui en résulte aggravent les risques à tout niveau.

Financièrement, la difficulté des relations avec les organismes de crédit augmente avec la méfiance et la raréfaction des liquidités disponibles. Le coût des capitaux devient moins avantageux pour l'investisseur à l'étranger. La position des collectivités locales et nationales des pays d'accueil est, en principe, favorable aux investissements étrangers mais leurs dispositifs pour analyser les opportunités locales ou nationales ne sont pas toujours adaptés aux besoins de chaque région.

L'absence de sources de financement peut être compensée par les fonds structurels et dans certains cas, par les investissements en capital-risque. De manière générale, l'Europe est aujourd'hui confrontée à un triple défi: économique, politique et écologique. L'urgence de la situation appelle des réponses simultanées et diversifiées. C'est le cas pour l'emploi, pour l'endettement, ou pour des secteurs d'importance stratégique tels que celui de l'énergie.

Il est important de noter que le modèle européen de développement économique est, en partie, basé sur le grand nombre de PME. De ce point de vue, l'utilisation des fonds structurels paraît être, dans certaines régions, un

moyen de relancer l'activité. La crise n'est pas seulement celle de l'économie, mais aussi celle du comportement des managers et des institutions qui les ont formés. En particulier, les écoles souffrent des mêmes symptômes que les entreprises. L'hyper spécialisation des enseignements restreint l'ouverture d'esprit des étudiants, leur curiosité et leurs questionnements.

Dans une époque de graves problèmes globaux, le dialogue, l'éthique, le développement durable, peuvent-ils diminuer les risques de crise et la dégradation de l'environnement et concourir au progrès social général? Telle est notre deuxième problématique

Les préoccupations concernant le développement durable dans les pays de l'Union Européenne, mais également au niveau global, sont le résultat de plusieurs problèmes complexes, parmi lesquels la pauvreté, la dégradation de l'environnement, le chômage, les conséquences de l'actuelle crise économique et financière.

Le développement durable est un projet humaniste et progressiste qui cherche le meilleur des mondes possibles pour tous, une articulation entre le global et le local, associant une morale de l'économie à des pratiques humaines. Dans le cadre des grands défis auxquels l'humanité est confrontée, celui du Développement Durable pose la question de la protection de l'environnement pour la survie de l'espèce humaine. Ces grands défis sont-ils des préoccupations réelles de l'UE ou un effet de mode classiquement observé dans les conduites des décideurs?

Le développement durable est lié à une croissance économique et sociale elle-même dépendante de l'environnement. Ce mot exprime un concept général, dans lequel convergent les thèmes de la nature, de la santé et de l'éducation des individus, de l'intégration sociale et de la lutte contre les discriminations et les inégalités économiques et sociales. La question de la pauvreté se décline dans un contexte mondial d'économie de marché dont

aucune société moderne ne peut se passer. L'enjeu véritable n'est pas d'abolir le marché mais de le transformer et de le doter de règles éthiques et morales respectueuses des problèmes écologiques, éthiques et humains.

Avec le développement des nouvelles attentes en matière d'éthique et de protection de l'environnement, le concept de développement durable s'impose progressivement. Il constitue aujourd'hui une formidable opportunité pour l'entreprise d'élargir sa vision et d'apporter une crédibilité nouvelle et étendue de sa mission.

C'est autour de l'entreprise, des managers et de la remise en cause de leur formation que se décideront la sortie de crise et la régulation du capitalisme. Encore faut-il repenser les modes de gouvernance. Tel sera notre troisième axe de réflexion

Personne n'ignore que la performance socio-économique des organisations prend de plus en plus d'importance à travers les démarches de développement durable et deviendra, à terme, un avantage concurrentiel. Mais qu'en est-il précisément de ces nouveaux modes de gouvernance? S'agit-il d'un phénomène nouveau ou de la résurgence des modèles traditionnels de gestion paternalistes? La mise en avant de l'efficacité supposée de la RSE dans les discours des managers est-elle réelle ou s'agit-il d'une nouvelle utopie managériale? Des éléments de réponse peuvent surgir dans les mouvements dialectiques de délocalisations - relocalisations.

Depuis vingt ans environ, de nombreuses entreprises occidentales, à la recherche de nouveaux marchés et de force de travail moins coûteuse délocalisent leurs unités de production vers des pays d'Europe centrale, d'Asie ou encore d'Amérique du Sud. Confrontées aux problèmes du transfert de savoir-faire et de la formation technique dans des contextes culturels nouveaux, elles développent des méthodes qui font penser au retour à un paternalisme habilement rénové en termes de «responsabilité sociale de l'entreprise».

La démarche d'achats responsables qui découle la plupart du temps de contraintes imposées aux entreprises, est-elle efficiente et explique-t-elle, entre autres raisons, la vague de relocalisation actuelle vers les pays de l'Est de l'Europe et du Maghreb (en provenance d'Asie du sud-est). Le même phénomène est constaté dans la grande distribution qui s'est rapidement implantée dans les pays de l'Est. Dans cette région d'Europe, les entreprises du secteur de la distribution ont-elles bénéficié de l'implantation de grandes firmes étrangères?.

L'évolution des stratégies de marketing semble bien montrer que les entreprises prennent en considération les changements demandés par les politiques de développement durable. On parle non seulement de marketing vert et de consommation durable, mais de stratégie de marketing durable.

De nouvelles démarches de communication sont utilisées: campagnes de responsabilisation sociale, distinction entre la consommation matérielle et la valeur perçue par les consommateurs, contribution des marques au processus de développement durable.

La crise a montré qu'il fallait restaurer la mission historique du management, mieux protéger le management des dérives de l'actionnariat pour voir émerger des stratégies innovantes à long terme. Nous sommes convaincus désormais, que l'attitude consistant à rechercher un profit maximum (et immédiat) relève d'une conception dépassée. La réforme du capitalisme mondial passe par la reconnaissance de l'entreprise comme institution à part entière qui dispose de droits et d'obligations qui transcendent ceux des parties prenantes.

La diversité culturelle tend à devenir la règle dans les organisations multinationales. Elle s'impose dans les systèmes d'éducation par le biais de la mobilité étudiante. Le capital humain représente la ressource la plus importante car il conditionne les potentiels d'innovation, l'adaptation et

l'évolution. Toute perte ou tout retard dans l'investissement en capital humain entraîne des coûts importants.

La vraie question est de savoir comment gérer l'équilibre entre efficacité et protection autrement qu'en développant et en renforçant l'écosystème de l'entreprise.

La conférence qui s'ouvre à l'Université Economique de Bratislava sera une manifestation importante pour cet établissement, pour la ville de Bratislava elle-même, centre économique et culturel de renommée internationale, et pour la Slovaquie toute entière. Elle sera, je n'en doute pas, exemplaire pour tous les membres du Réseau PGV.

Je ne terminerai pas sans remercier publiquement l'Université Economique de Bratislava et son Recteur, le Pr. Rudolf Sivak, la Faculté de Commerce et son Doyen, le Pr. Jaroslav Kita ainsi que ses collègues pour leur aide sur le plan de l'organisation matérielle et scientifique de la conférence et de la préparation des Actes.

De même, mes remerciements vont à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble et à son Président, Alain Spalanzani qui a toujours su encourager les initiatives du réseau PGV.

Enfin, je remercie tous les auteurs qui ont apporté leur contribution au bon déroulement de cette quinzième rencontre internationale.

Bratislava, 10 septembre 2009

Claude Martin, Président du réseau PGV